

sociaux des libéraux seront maintenus et qu'il n'y a pas seulement un poulet dans la marmite, mais deux.»

Ce que nous ne savions pas, cependant, c'est qu'ils nous donnaient peut-être du poulet, mais qu'ils nous enlevaient notre poisson. Nous le savons maintenant, monsieur le Président. Ces gens sont arrivés au pouvoir en 1984 avec un programme apparemment libéral. Ils ont essayé d'être libéraux et de parler de progrès social et ils ont proposé un mariage entre la libre entreprise et la gestion de l'économie par le gouvernement—ou son intervention, si nécessaire—pour appuyer les régions et les gens les moins capables de se débrouiller seuls.

Le plus gros mensonge de toutes les campagnes électorales de notre histoire, j'en suis sûr, c'est celui que les conservateurs nous ont servi. J'en ai parlé dans la période des questions et des commentaires. J'ai dit que chaque fois que le Nouveau Parti démocratique ou le Parti libéral suggéraient quelque chose durant la campagne, le Parti conservateur l'écartait.

Je me souviens que le ministre des Finances a dit, et j'espère que sa mémoire sélective n'est pas branchée et qu'il peut se rappeler la vérité maintenant: «Ce ne sont pas des promesses, mais des engagements de dépenses.» Si ce sont des engagements qu'il a pris en 1988, il les a certainement écrits à l'encre sympathique, parce que dès que ces coquins ont été réélus, les livres de compte ont changé. S'ils avaient été compétents le moins du monde, entre 1984 et 1988, ils auraient certainement dû avoir le temps de se rendre compte de l'état des finances.

Ou bien ils étaient si incompetents entre 1984 et 1988 qu'ils ne connaissaient pas la situation financière et économique dans laquelle ils se trouvaient en 1988, avant la campagne, ou bien ils n'ont pas dit la vérité aux Canadiens. Je ne sais pas ce qui est le pire. Je laisse à l'électorat le soin d'en décider aux prochaines élections.

• (1830)

Le gouvernement est revenu en disant: «Nous avons l'argent, nous avons les programmes.» Je ne sais pas comment ces messieurs dames d'en face peuvent rester placidement dans leur fauteuil alors qu'ils savent que le lendemain des élections, tout d'un coup, les sondages du premier ministre lui ont dit qu'il devait faire peur aux Canadiens au sujet du déficit, alors que durant la campagne il n'y avait pas de problèmes. Si le déficit est un problème, dépensons une partie de l'argent du contribu-

Initiatives ministérielles

ble pour lui faire changer d'avis, et c'est ce que le gouvernement a essayé de faire.

Le déficit qui était tolérable en novembre, était devenu en décembre ce monstre à trois têtes qui allait dévorer notre économie. Mais les conservateurs allaient enfourcher leur monture et sauver les Canadiens de cette menace. Qu'ont-ils fait? Ils sont revenus sur chacune de leurs promesses, chacun de leurs engagements. Je ne les appellerai pas des promesses, je vais utiliser l'expression du ministre des Finances, des engagements de dépenses. Le gouvernement est revenu sur ses engagements.

Qu'a fait le gouvernement depuis sa réélection? Les ministériels nous demandent d'approuver le projet de loi C-65 portant pouvoir d'emprunt, ce qui voudrait dire que nous sommes d'accord avec leurs priorités de dépenses.

Au début, ils disaient des emplois, des emplois, des emplois, aujourd'hui c'est devenu des coupes, des coupes, des coupes. Regardez ce qu'ils ont fait au développement régional. Un tour de passe-passe. Ils peuvent bien sortir leurs grands discours et nous parler de fenêtres, de moyennes sur cinq ans ou sur sept ans, ils peuvent vanter ce qu'ils ont fait pour le Canada atlantique, mais la réalité en termes relatifs, je vais vous la dire en chiffres approximatifs, parce que je n'ai pas les statistiques exactes avec moi.

Le Conseil économique des provinces de l'Atlantique a fait des études qui révèlent une augmentation du degré de disparité entre le centre du Canada, ou le Canada en général, et le Canada atlantique. On n'a pas besoin d'être un génie en mathématiques pour tirer cette conclusion en regardant les indicateurs. Prenons le taux de chômage dans cette région par rapport au taux de chômage national en 1982, 1983, 1984, 1985, 1986 et 1987. On constate que l'écart s'élargit entre les riches et les pauvres de notre pays. Le gouvernement dit que c'est vrai, mais que tout le monde est quand même mieux qu'en 1982, 1983 et 1984. Nous étions en pleine crise économique à ce moment-là.

Ce que je veux faire comprendre aux députés d'en face, c'est que, pendant les années de relance économique, qui a été plus rapide dans certains pays que dans d'autres, le gouvernement aurait dû profiter de l'occasion, s'il avait eu du coeur, pour redistribuer les nouvelles ressources aux régions les plus pauvres du pays pour essayer de mater le vrai monstre à trois têtes, la disparité régionale.